



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 JUILLET 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1957

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du 30 juin 1909, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans la localité paroissiale de Saint-Mathias de Cabano, comté de Témiscouata, et de nommer MM. Robert England, Johnny Perreault, Pierre T. Lemieux et Ephrem Pelletier, commissaires de la dite cour. 2981

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 juin 1909, de nommer M. Joseph Fortunat St. Cyr, avocat, de la ville de Saint-Jean, magistrat de district, spécialement pour les districts d'Iberville et de Beauharnois. 2969

Proclamation

Canada, Province de Québec. } C. A. P. PELLETIER.
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th JULY, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1958

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by commission dated the 30th June, 1909, to establish a court for the summary trial of small causes, in the parish locality of Saint Mathias de Cabano county of Temiscouata, and to appoint Messrs. Robert England, Johnny Perreault, Pierre T. Lemieux and Ephrem Pelletier, commissioners of the said court. 2982

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st June, 1909, to appoint Mr. Joseph Fortunat St. Cyr, advocate, of the town of Saint Jean, district magistrate, especially for the districts of Iberville and Beauharnois. 2970

Proclamation

Canada, Province of Québec. } C. A. P. PELLETIER.
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois d'AOÛT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ ANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

ERRATUM.

A la page 1246 du 26 juin 1909, et à la page 1280 du 3 juillet 1909 de la "Gazette Officielle", dans les lettres patentes de "Saint Lawrence Knitting Company", ajoutez après le troisième paragraphe le paragraphe suivant :

La dite compagnie désire pourvoir elle-même à son propre éclairage, suivant le mode qu'elle jugera convenable et désire aussi pouvoir fournir l'éclairage aux personnes de son arrondissement qui le désireront.

2971

Avis du Gouvernement

Québec, 6 juillet 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Sainte-Hélène de Breakeyville, comté de Lévis, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement,

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH of the month of JULY, (in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you)—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2812

ERRATUM.

On page 1246 of the 26th June, 1909, and on page 1280 of the 3rd July, 1909, of the "Official Gazette", in the letters patent of "Saint Lawrence Knitting Company", add after the third paragraph the following paragraph.

The said company wishes to provide for its own lighting in the manner it may deem advisable, and wishes also to be able to furnish light to persons in its neighborhood who so desire it.

2972

Government Notice

Québec, 6th July, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the parish of Sainte-Hélène de Breakeyville, County of Lévis, to obtain the authorization to publish in the french language only, any

tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

2983

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du sixième jour de juillet courant, par lesquelles le fonds social de la compagnie "Le Club Athlétique Canadien, incorporé, de Montréal" est augmenté de vingt mille piastres à cent mille piastres.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1909.

2985

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec (6 juillet 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village d'Ayer's Cliff, dans le comté de Stanstead, le cinquième jour d'avril 1909, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour au uns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village d'Ayer's Cliff, dans le comté de Stanstead, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 10 juillet 1909. 2997

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 6 juillet 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Péribonka, dans le comté du Lac Saint-Jean, le cinquième jour d'avril 1909, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Péribonka, dans le comté du Lac Saint-Jean, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 10 juillet 1909. 2995

notice, resolution or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

2984

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, in virtue of the joint stock companies' incorporation act, supplementary letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, dated the sixth day of July instant, by which the capital stock of the company "Le Club Athlétique Canadien, incorporé, de Montréal" is increased from twenty thousand dollars to one hundred thousand dollars.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of July, 1909.

2986

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 6th July, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Ayer's Cliff, in the county of Stanstead, the fifth day of April, 1909, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the english language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Ayer's Cliff, in the county of Stanstead, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the english language only.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 10th July, 1909. 2998

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 6th July, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Péribonka, in the county of Lake Saint John, on the fifth day of April, 1909, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Péribonka, in the county of Lake Saint John, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 10th July, 1909. 2996

Québec, 7 juillet 1909.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Aqueduc du village de l'Épiphanie" devant être conduite conformément aux articles 4794 des S. R. P. Q., et suivants, section 6, amendée et intitulée "Des compagnies pour le gaz et l'eau" s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

2999

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Granby, ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Édouard VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurances, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119 de la loi des assurances de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin 1909.

Pour le trésorier de la province.

2911-2

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 juin 1909, constituant en corporation MM. Joseph Léon Lachance, entrepreneur, Joseph Eugène Lachance, agent de chaussures, George I. Lachance, commis, Joseph Théodore Paré, marchand, Achille Dugal, entrepreneur menuisier, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire et exécuter des contrats, pour construire, réparer et modifier des bâtisses de toute sorte, faire affaires comme constructeur, entrepreneur, marchand de ciment, de pierre, de brique, de bois de construction, de ferronneries, et autres matériaux et fournitures nécessaires à la construction.

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, et vendre ou autrement disposer du ciment, de la brique, de la pierre, de l'asphalte, et autre matériaux et fournitures de construction.

Construire, agrandir, prolonger, réparer, compléter, démolir et enlever et entreprendre d'y faire tous autres travaux de ponts, jetées, quais, fondations, mines, puits de mines, tunnels, pavage et macadamisage des chemins, conduits d'eau et d'égouts, aqueducs, phares, bâtisses, pavages des rues, canaux, et toute espèce d'excavations et de constructions en ciment, en fer, en bois, en maçonnerie et en terre, etc., et faire exécuter et entreprendre, faire accepter tout contrat, pour ou concernant les fins ci-dessus, ou s'y rattachant, et recevoir en paiement de l'argent, des actions, des bons, ou toute autre valeur, de toute corporation, avec qui tout contrat pourra être fait, ainsi que tout autre bien, ou toute autre propriété, et les garder ou les vendre, et souscrire au capital actions, ou aux obligations de toute telle corporation.

Faire le commerce de charbon, acheter et vendre toutes les sortes de charbon, et droit d'exploiter toute industrie s'y rapportant.

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tous intérêts sur iceux, ériger et construire des maisons, des bâtisses ou des travaux de toute nature, sur tout terrain de la compagnie, ou sur tout autre terrain, et rebâtir, agrandir, réparer et modifier les maisons, bâtisses ou travaux

Quebec, 7th July, 1909.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Aqueduc du village de l'Épiphanie" to be conducted in conformity with articles 4794 of the R. S. P. Q., and following section 6, amended and entitled "Gas and Water Companies", has complied with the formalities required by law.

3000

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Granby, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, 8 Edward VII, chapter 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and issue insurance policies, and to transact any business that a mutual fire insurance company, authorized by the said section, may legally transact.

Given pursuant to article 119 of the Quebec Insurance Act, this twenty ninth day of June, 1909.

For the provincial treasurer,

2021

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1909, incorporating Messrs. Joseph Léon Lachance, contractor, Joseph Eugène Lachance, boot and shoe agent, George I. Lachance, clerk, Joseph Théodore Paré, merchant, Achille Dugal, contracting joiner, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To make and carry out contracts, to construct, repair and alter buildings of any kind, to carry on business as builders, contractors, cement, stone, brick, lumber and ironware merchants, and other materials and supplies necessary for building purposes.

To manufacture, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of cement, brick, stone, asphalt and other building materials and supplies.

To construct, enlarge, prolong, repair, complete, demolish, take away and undertake to make thereon all other kind of works, bridges, piers, wharves, foundations, mines, mine shafts, tunnels, paving and macadamizing roads, water-mains and drains, water-works, light-houses, buildings, paving streets, canals and all kinds of excavations and structures in cement, iron, wood, masonry and earth, etc., and carry out, undertake and accept any contract for or concerning the above purposes, or in connection therewith, and receive in payment, money, shares, bonds or any other security of any corporation with which such contract may be made, as well as any other goods or property, and hold or sell the same, and subscribe to the capital stock or bonds of any such corporation.

To carry on a coal business, buy and sell all kinds of coal, and the right to carry on any industry in connection therewith.

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, lands or all interests thereon, erect and build houses, buildings or works of any nature on all land of the company, or on any other land, and rebuild, enlarge, repair and alter the houses, buildings or works thereon, and sell, lease mortgage or

qui s'y trouvent, et vendre, louer, hypothéquer, ou autrement aliéner les terrains, maisons, bâtisses, et autres propriétés de la compagnie.

Acacheter ou autrement acquérir, et posséder des actions du capital social ou des bons, obligations, ou autres titres de créances appartenant à autres corporations, et les vendre, céder, transférer, engager ou en disposer.

Acquérir par achat, permis ou autrement, des brevets d'inventions, ou permission d'employer tout brevet d'invention, les exploiter, les vendre, céder, transporter, engager ou en disposer.

La compagnie est autorisée à acquérir, aux termes et aux conditions qui ont été fixés, ou qui pourront l'être à l'avenir, et à continuer l'entreprise commerciale, actuellement exploitée dans la ville de Québec, par M. J.-L. Lachance, avec les biens de toutes sortes, et l'achalandage qui lui appartiennent, et elle pourra en payer le prix d'achat, en tout, ou en partie, au moyen d'actions entièrement libérées de son capital actions, ou autrement.

La compagnie sera responsable de toutes les dettes et obligations du dit J.-L. Lachance, à partir de l'achat par elle de l'entreprise de ce dernier.

La compagnie aura le droit de donner des parts libérées en paiement de ses comptes.

La compagnie est autorisée à employer en tout ou partie ses fonds pour l'achat d'actions dans d'autres corporations, sous le nom de J. L. Lachance, Limitée, avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province

2913.2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira aux Trois-Rivières, P. Q., le 12 juillet 1909, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts.

1er juin 1909.

2459-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun

otherwise alienate the lands, houses, buildings and other properties of the company.

To purchase or otherwise acquire and hold shares of the capital stock or bonds, debentures or securities belonging to other corporations, and sell, assign, transfer, pledge or dispose of same.

To acquire by purchase, permit or otherwise patent rights, or permission to use, operate, sell, assign, convey, pledge or dispose of same.

The company is authorized to acquire, on the terms and conditions fixed, or that may hereafter be fixed, and continue the business now carried on in the city of Quebec, by Mr. J. L. Lachance, with all the property and good-will belonging to him, and it may pay the purchase price of same, in whole or in part, by fully paid up shares of its capital stock, or otherwise.

The company shall be liable for all debts and obligations of the said J. L. Lachance, from the time of its purchase of the undertaking of the latter;

The company shall have the right to pay for its accounts with paid up shares;

The company is authorized to employ its funds in whole or in part for the purchase of shares in other corporations, under the name of "J. L. Lachance, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty eighth day of June, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2914

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cutlers of the province of Quebec shall meet at Three Rivers, P. Q., on the 12th July, 1909, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands and Forests.

1st June 1909.

2460

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any

amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.— L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1959

G. C. L.

former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bill shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend any act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.— The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same shall be paid in each house.

R. CAMPBELL,

C. L. C.

1960

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne élégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quelqu'il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité as pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of

charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
1961 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis," incorporée en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, titre VIII, chapitre premier, section 3096 et suivantes, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de se mettre en état de secourir les affligés de tuberculose, pour l'entretien d'un sanitarium pour le soulagement, de telles personnes et pour répandre la connaissance et information ayant rapport à la dite maladie, et pour obtenir des fonds pour la mise en opération des dits objets au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations des membres de la société et du public, pour une loi spéciale pour augmenter ses pouvoirs afin de posséder et tenir des immeubles pour les fins de la dite société et pour les hypothéquer et les aliéner et pour autres fins.

McGIBBON, CASGRAIN,
MITCHELL & WELDON,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 28 juin 1909. 2905.2

Avis Divers

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LAFONTAINE.

Avis est par le présent donné que le bureau de cette compagnie à Montréal, son siège principal d'affaires, est au numéro 358, de la rue Sherbrooke Est.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Procureurs de la Compagnie de
Construction Lafontaine.
Montréal, 2 juillet 1909. 2967

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 187.

Dame Eva Krakover, vs Demanderesse ;

Joseph Besner, vs Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 28e jour de juin 1909.

MARGOLESE & TRITT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 10 juillet 1909. 2975

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 232.

Dame Alida Choquette, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse de Osiar Archambault, hôtelier, du même lieu, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 juillet 1909. 3003

a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
1962 Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made by The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, incorporated under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, title VIII, chapter first, section 3096 *et seq.* for the purpose of making provision for those afflicted by tuberculosis, for maintaining Sanitaria for the relief of such persons, and for disseminating knowledge and information pertaining to such disease, and to obtain funds for the carrying on of such objects by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from the members of the society and from the public, for a special act to enlarge its powers, to own and hold real estate for the purposes of the said property and to mortgage and alienate the same and for other purposes.

McGIBBON, CASGRAIN,
MITCHELL, & WELDON,
Attorneys for applicant.
Montreal, 28th June, 1909. 2906

Miscellaneous Notices

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LAFONTAINE.

Notice is hereby given that the company's office in Montreal, its principal place of business, is at number 358, Sherbrooke street East.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Attorneys for "La Compagnie de
Construction Lafontaine".
Montreal, 2nd July 1909. 2968

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 187.

Dame Eva Krakover, vs Plaintiff ;

Joseph Besner, vs Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, on the 28th of June, 1909.

MARGOLESE & TRITT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th July, 1909. 2976

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 232.

Dame Alida Choquette, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife of Osiar Archambault, hotelkeeper, of the same place, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th July, 1909. 3004

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3616.

Dame Marie Candour, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Habib Aboussafy, autrefois marchand, de Saint-Moise, comté de Rimouski, maintenant de Lachine, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre ce dernier, défendeur.

BRODEUR & GARAND,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 juin 1909. 2993

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1923.

Dame Bena Rabinovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Dorobaner, du même lieu, et dûment autorisés à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 21ème jour de décembre 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1909. 2885.2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 No 219.

Dame Mathilda Mercier, épouse commune en biens de Paul Gardner, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, boucher et cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 juin 1909.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 juin 1909. 2855.2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Québec. }
 No 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, de la cité de Québec, épouse commune en biens de George D'Arcy O'Farrell, de la cité de Québec, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

George D'Arcy O'Farrell, gentilhomme, de la cité de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de juin mil neuf cent neuf.

PELLETIER, BAILLARGEON,

ST. LAURENT & ALLEYN,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 juin 1909. 2749.3

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 8149

Dame Albina Bédard, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, épouse de Alphonse Tétreault, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Tétreault, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7ème jour de juin 1909.

ROMULUS CLOUTIER,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 21 juin 1909. 2787.3

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3616.

Dame Marie Candour, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Habib Aboussafy, formerly merchant, of Saint Moise, county of Rimouski, now of Lachine, district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, plaintiff, has instituted, this day, an action for separation as to property, against the latter defendant.

BRODEUR & GARAND,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st June, 1909. 2994

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1923.

Dame Bena Rabinovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Dorobaner, of the same place, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Charles Dorobaner, An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, on the 21st day of December, 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1909. 2886

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 219.

Dame Mathilda Mercier, wife common as to property of Paul Gardner, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, butcher and farmer, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Paul Gardner, An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th day of June, 1909.

J. LEONARD,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th June, 1909. 2856

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Quebec. }
 No. 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, of the city of Quebec, wife common as to property of George D'Arcy O'Farrell, of the city of Quebec, and judicially authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

George D'Arcy O'Farrell, gentleman, of the city of Quebec, Défendeur.

An action en séparation de biens has been instituted on the eighteenth day of June, nineteen hundred and nine.

PELLETIER, BAILLARGEON,

ST. LAURENT & ALLEYN,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 18th June, 1909. 2750

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 8149.

Dame Albina Bédard, of the township of Roxton, in the district of Bedford, wife of Alphonse Tétreault, farmer of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Tétreault, Défendeur.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 7th day of June, 1909.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 21st June, 1909. 2788

Dame Olive Lapointe, épouse commune en biens de Joseph Lavoie, cultivateur, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le huitième jour de juin 1909, sous le numéro 207, des records de la cour supérieure du district de Saint-François.

M. F. HACKETT, C. R.,

Procureur de la demanderesse.

Stanstead, Qué., 9 juin 1909. 2603.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3429.

Dame Anna Parthenais, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Laviolette, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Laviolette, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens contre le défendeur a été instituée en cette cause, le 12 juin 1909.

J. A. MOLLEUR,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1909. 2647.4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 226.

Dame Ida Mabel Flanders, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de George Wellington Alger, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Le dit George Wellington Alger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit mari.

COTE, WELLS, WHITE & McFADDEN,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, Qué., 22 juin 1909. 2837.3

Province de Québec. }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8154.

Carrie McGowan, du canton de Shefford, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de George H. Prémont, du même lieu, commerçant,

Demanderesse ;

vs

Le dit George H. Prémont, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

C. A. NUTTING,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, Qué., 16 juin 1909. 2737.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2421.

Dame Héloïse Benard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Francis Larouche, autrefois hôtelier, de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, et maintenant commerçant, de la cité et du district de Montréal,

Demanderesse ;

vs

Francis Larouche, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a institué une séparation de biens contre le défendeur.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 juin 1909. 2943-2

Dame Olive Lapointe, wife common as to property of Joseph Lavoie, farmer, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the eighth day of June, 1909, under number 207, of the records of the superior court of the district of Saint Francis.

M. F. HACKETT, K. C.

Attorney for plaintiff.

Stanstead, Que., 9th June, 1909. 2604

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3429.

Dame Anna Parthenais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Laviolette, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Alfred Laviolette, contractor, of the same place, Defendant.
The plaintiff has instituted, this day, an action for separation as to property against the defendant.

J. A. MOLLEUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th June, 1909. 2648

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No 226.

Dame Ida Mabel Flanders, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of George Wellington Alger, of the same place, farmer, duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court,

Plaintiff ;

vs

The said George Wellington Alger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff, against her said husband.

COTE, WELLS, WHITE & McFADDEN,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, Que., 22nd June, 1909. 2838

Province of Quebec. }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8154.

Carrie McGowan, of the township of Shefford, in the district of Bedford, wife common as to property of George H. Prémont, of the same place, trader,

Plaintiff ;

vs

The said George H. Prémont, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, Que., 16th June, 1909. 2738

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2421.

Dame Héloïse Benard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Francis Larouche, formerly hotelkeeper, of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne, and now trader, of the city and district of Montreal,

Plaintiff ;

vs

Francis Larouche, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.
The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th June, 1909. 2944

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 543.

Dame Marie-Louise Vaillancourt, épouse commune en biens de Albert Aumais, commerçant, de Saint-Joachim, de la Pointe-Claire, district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Albert Aumais, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17^e jour de décembre 1908.

ALFRED FOREST,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 mai 1909. 2565.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 543.

Dame Marie-Louise Vaillancourt, wife of Albert Aumais, trader, of Saint-Joachim, Pointe-Claire, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs

The said Albert Aumais, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 17th day of December, 1908.

ALFRED FOREST,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th May, 1909. 2566

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Re Émile Théberge, Valoisville, P. Q.,

Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende sur les immeubles a été préparé par nous en cette affaire, et sera payable à nos bureaux, 55, Saint-François-Xavier, le ou après le 30 juillet 1909.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être produite avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 2965

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
In re Achille Caron, Fraserville, P. Q.,

Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 26 juillet 1909.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 juillet 1909. 2973

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Re Arsène Rivest, Saint-Théodore de Chertsey, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 juin 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit insolvable, en remplacement de E. G. Piché, décédé.

O. D. MASSE,
Curateur.

Bureau : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Qué.
Joliette, 23 juin 1909. 3013

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Re J. H. Harnois, Joliette, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date de 23 juin 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit insolvable, en remplacement de E. G. Piché, décédé.

O. D. MASSE,
Curateur.

Bureau : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Qué.
Joliette, 23 juin 1909. 3011

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
Re Émile Théberge, Valoisville, P. Q.,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet on the immoveables has been prepared by us in this matter, and will be payable at our office 55, Saint-François-Xavier, on or after the 30th July, 1909.

Any contestation to said dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montreal. 2966

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
In re Achille Caron, Fraserville, P. Q.,

Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 26th July, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 10th July, 1909. 2974

Superior Court.—District of Joliette.

Re Arsène Rivest, Saint-Théodore de Chertsey, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 16th June, 1909, I have been appointed curator to this estate, replacing E. G. Piché, deceased.

O. D. MASSE,
Curator.

Office : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Que.
Joliette, 23rd June, 1909. 3014

Superior Court.—District of Joliette.

Re J. H. Harnois, Joliette, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 23rd June, 1909, I have been appointed curator to this estate, replacing E. G. Piché, deceased.

O. D. MASSE,
Curator.

Office : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Que.
Joliette, 23rd June, 1909. 3012

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Re Ademar Ricard, Sainte-Julienne, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 juin 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit insolvable, en remplacement de E. G. Piché, décédé.

O. D. MASSE,
Curateur.

Bureau : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Que. 3009
Joliette, 23 juin 1909.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Re J. Eug. Dion, Joliette, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 juin 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit insolvable, en remplacement de E. G. Piché, décédé.

O. D. MASSE,
Curateur.

Bureau : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Que. 3007
Joliette, 23 juin 1909.

Province de Québec, }
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*
No 186.

In re J. Charles Bérubé, Stanbridge East, Qué.,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dern er bordereau de dividendes a été préparé dans cette sffaire, payable dans notre bureau, No 14, Place Phillips, Montréal, le ou après le 27 juillet 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELES,
Curateurs conjoints.

14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 9 juillet 1909. 3019

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
No 87.

Dans l'affaire de Pierre Robert, boucher, de Compton, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit débiteur insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-François, à Charlevoix, dit district.

GEDEON E. BEGIN,
Sub gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 7 juillet 1909. 3015

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Raymond, Montréal, Insolvable.
Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 26 juillet 1909

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97 rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 juillet 1909. 2991

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford, }
No 188.

Avis est par le présent donné que Henderson H. Miner, du village de Dunham, dans le district de Bedford, commerçant, le 6e jour de juillet courant 1909, a fait un abandon judiciaire complet de ses

Superior Court.—District of Joliette.

Re Ademar Ricard, Sainte-Julienne, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 16th June, 1909, I have been appointed curator to this estate, replacing E. G. Piché, deceased.

O. D. MASSE,
Curator.

Office : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Que. 3010
Joliette, 23rd June, 1909.

Superior Court.—District of Joliette.

Re J. Eug. Dion, Joliette, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 16th June, 1909, I have been appointed curator to this estate, replacing E. G. Piché, deceased.

O. D. MASSE,
Curator.

Office : 17, Place Lavaltrie,
Joliette, Que. 3008
Joliette, 23rd June, 1909.

Province of Québec, }
District of Bedford, } *Superior Court.*
No. 186.

In re Charles Bérubé, Stanbridge Est, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office, No. 14, Phillips Place, Montreal, on or after the 27th July, 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELES,
Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 9th July, 1909. 3030

Province of Québec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
No. 87.

In the matter of Pierre Robert, butcher, of Compton, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis, at Sherbrooke, said district.

GEDEON E. BEGIN,
Sub. provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 7th July, 1909. 3016

Province of Québec, }
District of Montréal, } *Superior Court*

In re Joseph Raymond, Montreal, Insolvent.
A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 26th July, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 10th July, 1909. 2992

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Bedford, }
No. 188.

Notice is hereby given that Henderson H. Miner, of the village of Dunham, in the district of Bedford, trader, has, on the 6th day of July instant, 1909, made a judicial abandonment of all his property

biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford, à Sweetsburg.

PERCY C. DUBOYCE,
Gardien provisoire.

Bureau de P. C. Duboyce, N. P.,
Cowansville, Q. 2987

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Rimouski, cour supérieure, No 3910. Israël Michaud, de la paroisse de Saint-Damase, district de Rimouski, ci-devant journalier, et maintenant propriétaire de moulin, Demandeur; vs Ulric Desrosiers, du même lieu, Défendeur, et Dame Marie Bibiane Bellavance, épouse judiciairement séparée de biens de Hermenegilde Boulay, cultivateur, de la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, Opposante. Sur ordre de l'honorable juge F. S. Tourigny, J. C. S., donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Ulric Desrosiers, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs déclarations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Rimouski, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec". Letendre & Chamberland, P. C. S. Fiset, Tessier & Tessier, procureurs du demandeur. 2963

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront venus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } NAPOLEON POIRIER,
No 205. } Demandeur; vs JEAN-MARIE ROUSSEAU, Défendeur.

Un terrain faisant partie du numéro quatorze A (14 A), du cadastre du sixième rang du canton de Broughton, de 34 pieds de largeur sur 117 pieds de profondeur—avec bâtisses et dépendances; borné en avant, au nord-ouest par le chemin du sixième rang, au nord-est par Arthur Jacques, au sud-est par Edmond Brochu, et au nord-ouest à Philippe Fortin, avec droit de passage de six pieds de largeur sur l'emplacement de Philippe Fortin, jentre sa maison et la ligne de division de son emplacement d'avec celui de Joseph Poulin, sur une profondeur de 70 pieds, à partir du chemin du sixième rang, lequel passage sera mitoyen avec Philippe Fortin. Sujet à une rente foncière de trois piastres en faveur de Généré Perron, cultivateur, de East Broughton, le premier novembre de chaque année, payable d'avance.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 5 juillet 1909. 3023
[Première publication, 10 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } EDOUARD ROY, Deman-
No 190. } deur; contre THOMAS GILBERT, Défendeur.

1° La moitié sud-est du lot numéro huit (8), dans

for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Bedford, at Sweetsburg.

PERCY C. DUBOYCE,
Provisional guardian.

Office of P. C. Duboyce, N. P.,
Cowansville, Q. 2988

Order of the Court

Province of Quebec, district of Rimouski, superior court, No. 3910. Israël Michaud, of the parish of Saint Damase, district of Rimouski, heretofore laborer, and now mill owner, plaintiff; vs Ulric Desrosiers, of the same place, Defendant, and Dame Marie Bibiane Bellavance, wife judicially separated as to property of Hermenegilde Boulay, farmer, of the parish of Saint Marie de Sayabec, Opposant. By order of the Honorable judge F. S. Tourigny, J. S. C., given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Ulric Desrosiers, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their declarations are now called on to file them in this cause, at the office of the prothonotary of the superior court for this district, at Rimouski, within fifteen days from the date of the first insertion of this notice, in the "Quebec Official Gazette". Letendre & Chamberland, P. S. C. Fiset, Tessier & Tessier, attorneys for plaintiff. 2964

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } NAPOLEON POIRIER;
No. 205. } Plaintiff; vs JEAN MARIE ROUSSEAU, Defendant.

A lot forming part of number fourteen A (14 A), of the cadastre of the sixth range of the township of Broughton, being 34 feet in width by 117 feet in depth—with buildings and dependencies; bounded in front, to the north west by the road of the sixth range, on the north east by Arthur Jacques, on the south east by Edmond Brochu, and on the north west by Philippe Fortin, with right of passage of six feet in width on the lot of Philippe Fortin, between his house and the division line of his lot from that of Joseph Poulin, for a depth of 70 feet from the road of the sixth range, which passage shall be mitoyen with Philippe Fortin. Subject to a ground rent of three dollars in favor of Généré Perron, farmer, of East Broughton, the first of November each year, payable in advance.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, the TWELFTH day of AUGUST next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER.

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 5th July, 1909. 3024
[First published, 10th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } EDOUARD R. Y., Plaintiff;
No. 190. } against THOMAS GILBERT, Defendant.

1. The south east half of lot number eight (8), in

le neuvième rang du canton d'Adstock—circonstances et dépendances.

2° La faculté de racheter à réméré la moitié nord du lot numéro deux (2), du septième rang du canton d'Adstock, pour la somme de \$102.00—circonstances et dépendances.

3° Les droits et prétentions que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro huit, dans le septième rang du canton d'Adstock—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le DIXIEME jour d'AOUT prochain 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 5 juillet 1909. 3031
[Première publication, 10 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } OLIVIER RENAUD, du
District de Bedford, } canton de Shefford, dans
No 8140. } le district de Bedford, De-
mandeur ; contre les meubles et immeubles de
WALTER E. BOOTH, de la ville de Farnham,
dans le district de Bedford, employé de chemin de
fer. Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du sixième rang du canton de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Shefford, comme lots numéros six cent cinquante-quatre (654), six cent cinquante et un (651), et les droits du défendeur les vingt acres sud du lot numéro six cent cinquante-trois (653), contenant en tout cent quarante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 15 juin 1909. 2703.2
[Première publication, 19 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } WILFRID DESMA-
No 2670. } RAIS et ALFRED
GREGOIRE, tous deux de la ville de Chicoutimi,
commerçants en gros, et y faisant affaires en société,
sous les nom et raison de "Desmarais & Grégoire",
Demandeurs ; contre LOUIS BRASSARD, de
Chicoutimi, Défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro six cent quarante-quatre (644), lequel mesure cent pieds de

the ninth range of Adstock township—circumstances and dependencies.

2. The right to re-purchase by redemption the north half of lot number two (2), of the seventh range of Adstock township, for the sum of \$102.00—circumstances and dependencies.

3. The rights and pretensions that the defendant has and may have on lot number eight, in the seventh range of Adstock township—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste, the TENTH day of AUGUST next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriffs' office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 5th July, 1909. 3032
[First published, 10th July, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } OLIVIER RENAUD, of
District of Bedford, } the township of Shefford,
No. 8140. } in the district of Bedford,
Plaintiff ; against the goods and lands of WALTER
E. BOOTH, of the town of Farnham, in the district
of Bedford, railroad employee, Defendant.

That certain piece of land forming part of the sixth range of the township of Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Shefford, as lots numbers six hundred and fifty four (654), six hundred and fifty one (651), and the defendant's rights upon the south twenty acres of lot number six hundred and fifty three (653), containing altogether one hundred and forty acres of land in superficies, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo and district of Bedford, on the THIRTY FIRST day of JULY next, 1909, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 15th June, 1909. 2704
[First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit : } WILFRID DESMARAIS
No. 2670. } AND ALFRED GRE-
GOIRE, both of the town of Chicoutimi, wholesale
traders, and there doing business in partnership
under the name and style of "Desmarais & Gre-
goire," Plaintiffs ; against LOUIS BRASSARD,
of Chicoutimi, Defendant.

All that piece of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number six hundred and forty four (644), measuring

l'est à l'ouest sur cent pieds du sud au nord, et est borné vers le nord par la rue No 1, vers l'est par le terrain de Edmond Harvey, vers le sud par le terrain de J. D. Guay ou représentants, et vers l'ouest par la rue Fénélon—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le ONZIEME jour du mois d'AOUT prochain, 1909.

THOMAS BOSSE,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Chicoutimi, 6 juillet 1909. 3017
[Première publication, 10 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } J. M. FORTIER, LI-MITÉ, corporation ayant sa principale place d'affaires à Montréal, Demandeur ; contre PIERRE A. POTVIN, de Roberval, Défendeur.

Un terrain ou emplacement sis et situé en la ville de Roberval, faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro (235) deux cent trente-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, mesurant soixante et six pieds et demi de front à son extrémité nord-est, sur cent vingt pieds et demi de profondeur, sans garantie de mesure précise, mais tel que ce terrain se trouve actuellement enclos, et lequel est borné par le front vers le nord-est par la rue Saint-Joseph, par la profondeur à W. E. Gagné ; tenant du côté nord-ouest à Dame veuve Alfred Lavoie, et du côté sud-est au terrain de la fromagerie—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, en la ville de Roberval, à DIX heures de l'avant-midi, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, 1909.

THOMAS BOSSE,
Député shérif.
Bureau du Shérif, Chicoutimi, 6 juillet 1909. 3025
[Première publication, 10 juillet 1909.]

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir : } VITAL ELZEAR PARADIS, de la cité de Québec, curateur ; contre LOUIS TREMBLAY, de la rivière à la Dorée, marchand, failli.

Un certain emplacement situé à Notre-Dame de la Dorée susdit, mesurant en largeur un demi arpent, mesure précise, sur près d'un arpent de profondeur, mais ne dépassant pas la ligne du cimetière, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro huit (8), du cinquième rang du canton Dufferin ; borné en front au sud-ouest au chemin public du dit rang, en profondeur au nord-est partie du cimetière et partie à Joseph Coulombe, au sud-est au chemin conduisant au cimetière, et au nord-ouest à Joseph Coulombe—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la seconde division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, dans la ville de Roberval, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Shérif.
Bureau du shérif, Chicoutimi, 15 juin 1909. 2675.2
[Première publication, 19 juin 1909.]

one hundred feet from east to west, by one hundred feet from south to north, and is bounded on the north by No. 1 street, on the east by the lot of Edmond Harvey, on the south by the lot of J. D. Guay or representatives, and on the west by Fénélon street—together with all the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, the ELEVENTH day of the month of AUGUST next, 1909.

THOMAS BOSSE,
Deputy sheriff.
Sheriff's Office, Chicoutimi, 6th July, 1909. 3018
[First published, 10th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } J. M. FORTIER, LIMITED, corporation having its chief place of business at Montreal, Plaintiff ; against PIERRE A. POTVIN, of Roberval, Defendant.

A lot or emplacement lying and situate in the town of Roberval, forming part of the immovable known and designated under the number (235) two hundred and thirty five, of the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Roberval, measuring sixty six feet and a half in front at its north east extremity, by one hundred and twenty and a half feet in depth, without warranty of precise measurement, but as such lot is actually enclosed, and is bounded in front to the north east by Saint Joseph street, in depth by W. E. Gagné, on the north west side by Dame widow Alfred Lavoie, and on the south east side by the ground of the cheese factory—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Roberval, county of Lake Saint John, in the town of Roberval, at TEN o'clock in the forenoon, the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, 1909.

THOMAS BOSSE,
Deputy sheriff.
Sheriff's office, Chicoutimi, 6th July, 1909. 3026
[First published, 10th July, 1909.]

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : } VITAL ELZEAR PARADIS, of the city of Québec, curator ; against LOUIS TREMBLAY, of Rivière à la Dorée, merchant, insolvent.

A certain lot situate in Notre-Dame de la Dorée aforesaid, measuring in width one half arpent, precise measure, by about one arpent in depth, but not going beyond the line of the cemetery, known and designated as forming part of lot number eight (8), of the fifth range of Dufferin township ; bounded in front on the south west by the highway of the said range, in depth on the north east partly by the cemetery and partly by Joseph Coulombe, on the south east by the road leading to the cemetery, and on the north west by Joseph Coulombe—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the second registration division of the county of Lake Saint John, in the town of Roberval, the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff.
Sheriff's Office, Chicoutimi, 15th June, 1909. 2676
[First published, 19th June, 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **EUSTACHE ROY**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, Demandeur; contre les terres et tenements de **ALBIN RAINVILLE**, de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Une terre sise et située sur le rang de la Grande Ligne, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, de la contenance de quatre arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, sous les numéros trois cent vingt-six et trois cent vingt-sept (Nos 326 et 327) avec une maison, granges et autres bâties dessus érigées.

A distraire, cependant, de la dite terre la partie d'icelle appartenant à la compagnie de chemin "The Central Vermont Railway Company", ainsi que cette autre partie de la dite terre occupée par la route ou montée conduisant du rang de la Grande Ligne au rang Pincourt.

Pour être venue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le **VINGTIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 15 juin 1909.

Shérif.
2701.2

[Première publication, 19 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **LES SCEURS ADORATRICES DU PRECIEUX SANG DE SAINT-HYACINTHE**, corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa place d'affaires en la cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse; contre **DAME BERTHE MARTEL**, veuve de Charles Rivets, en son vivant notaire, de la ville de L'Assomption, district de Joliette, et **PIERRE JOSEPH ZÉBÉDÉ MARTEL**, imprimeur, des cités et district de Montréal, Défendeurs.

Un emplacement situé en la ville de L'Assomption, district de Joliette, situé sur la rue Notre-Dame, et portant le No 161, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville—bâti de maison et autres dépendances. Le dit immeuble appartenant pour une moitié indivise au défendeur, Pierre-Joseph-Zébedé Martel, et pour l'autre moitié indivise à la défenderesse, Dame Berthe Martel, les dites deux moitiés indivises du dit immeuble saisi devant être vendues ensemble et comme un tout, tel qu'ordonné, en satisfaction du jugement en cette cause, contre les dits deux défendeurs.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de L'Assomption, le **VINGT-TROISIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du Shérif,
Joliette, 15 juin 1909.

Député Shérif.
2663.2

[Première publication, 19 juin 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **EUSTACHE ROY**, farmer, of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, Plaintiff; against the lauds and tenements of **ALBIN RAINVILLE**, of the parish of Saint Michel de Rougemont, in the district of Saint Hyacinth, Defendant.

A farm lying and situate on the range of Grand Line, in the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, containing four arpents in front by twenty eight arpents in depth known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexander, under the numbers three hundred and twenty six and three hundred and twenty seven (Nos. 326 and 327)—with a house, barns and other buildings thereon erected.

To be withdrawn, however, of the said farm that part of it, belonging to the railway company The Central Vermont Railway Company, as well as that other portion of the said farm used for the road or *montée* leading from the range of the Grand Line to the range of Pincourt.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Alexander, on the **TWENTIETH** day of **JULY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 15th June, 1909.

Sheriff.
2702

[First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **THE SCEURS ADORATRICES DU PRECIEUX SANG DE SAINT-HYACINTHE**, a body politic and corporate, having its office and place of business in the city and district of Saint-Hyacinth, Plaintiffs; against **DAME BERTHE MARTEL**, widow of Charles Rivets, in his lifetime notary, of the town of L'Assomption, district of Joliette, and **PIERRE JOSEPH ZÉBÉDÉ MARTEL**, printer, of the city and district of Montreal, Defendants.

A lot situate in the town of L'Assomption, district of Joliette, situate on Notre-Dame street, and bearing the No. 161, of the official plan and book of reference of the said town—with a house thereon erected and other dependencies. The said immovable belonging to the one undivided half to the defendant, Pierre-Joseph-Zébedé Martel, and the other undivided half to the defendant, Dame Berthe Martel, the two said undivided halves of the said seized immovable to be sold together and as a whole, as ordered, to satisfy the judgment in this cause, against the said two defendants.

To be sold at the church door of the town of L'Assomption, the **TWENTY THIRD** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's office,
Joliette, 15th June, 1909.

Deputy Sheriff.
2664

[First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **J**OSEPH DESCHENES, No 287. } marchand, de Saint-Honoré, Témiscouata, failli ; et **A**LBERT LEMIEUX, marchand de gros dans la chaussure, de la ville de Fraserville, et y faisant affaires sous la raison sociale de "The Fraserville Shoe Co.," réquérant cession ; et **P**AUL EMILE MARTIN, étudiant en droit, de la ville de Fraserville, Curateur.

1° Un terrain en la paroisse de Saint-Honoré, dans le comté de Témiscouata, contenant quatre acres de largeur sur six acres de profondeur ; borné au sud-ouest au chemin de fer Témiscouata, à l'est à Joseph LeBel, au sud à Joseph Bouchard, et au nord à Arsène Dubé, lequel terrain fait partie du lot de terre numéro quatre-vingt-sept (87), du cadastre officiel pour le rang A, du canton Armand, dans le dit comté de Témiscouata—avec ensemble les bâtisses dessus construites et le moulin y érigé, avec ses machineries et accessoires et tel que le dit moulin est actuellement.

2° Un autre lopin de terre étant au cadastre du comté de Témiscouata, pour le rang A, du canton Armand, partie du lot No 86-C, mesurant quatre arpents en superficie, dont deux arpents au sud-est et le long de la route de la station, et deux arpents au sud-ouest et le long du chemin de fer ; et borné au nord-est à la voie ferrée, au nord-ouest à la route, au sud-est au lot ci-dessus No 87, et de l'autre côté à sieur Luc Morin, le vendeur, à partir du même lot cadastral No 86-C—avec aussi les bâtisses dessus construites.

Sujette la dite vente des immeubles ci-dessus désignés, aux taxes et autres redevances municipales, et sujette aussi à la condition et charge par l'acquéreur de payer les répartitions d'église sur les lots susdits Nos 86-C et 87, respectivement.

Pour être vendus en deux lots à la porte de l'église de Saint-Honoré, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET 1909, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 16 juin 1909. 2673-2
[Première publication, 19 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATORS WARRANT.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **J**OSEPH DESCHENES, No 287. } merchant, of Saint-Honoré, Témiscouata, insolvent ; and **A**LBERT LEMIEUX, wholesale boot and shoe merchant, of the town of Fraserville, and there doing business under the firm, name and style of "The Fraserville Shoe Co.," petitioner for assignment ; and **P**AUL EMILE MARTIN, student at law, of the town of Fraserville, curator.

1. A lot of land in the parish of Saint Honoré, in the county of Témiscouata, containing four acres in width by six acres in depth ; bounded on the south west by the Témiscouata railway, on the east by Joseph LeBel, on the south by Joseph Bouchard, and on the north by Arsène Dubé, which land forms part of the lot number eighty seven (87), of the official cadastre for the range A, of the township Armand, in the said county of Témiscouata—together with the buildings thereon erected, and the mill thereon, with machinery and accessories and as the mill actually stands.

2. Another strip of land being on the cadastre of the county of Témiscouata, for the range A, of the township Armand, part of lot No. 86-C, measuring four arpents in superficies, of which two arpents on the south east and along the Station road, and two arpents on the south west and along the railway ; and bounded on the north east by the railway, on the north west by the road, on the south east by the above lot No. 87, and on the other side by sieur Luc Morin, the vendor, from the same cadastral lot No. 86-C—with also the buildings thereon erected.

The said sale of the immovables above described is subject to the taxes and other municipal dues, and to the condition and charge by the purchaser of paying the church assessments on the aforesaid lots Nos. 86-C and 87, respectively.

To be sold in two lots at the church door of Saint Honoré, the TWENTY SECOND day of JULY, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 16th June, 1909. 2674
[First published, 19th June. 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M**ARIE JOSEPH AN-TOINE RODIER, No 3130. } esquire, physician, and **M**ARIE JOSEPH LOUIS LEONCE LEOPOLD RODIER, gentleman, both of the city and district of Montréal, in their capacity of testamentary executors and administrators of the property of the estate of the late Honorable Charles Séraphin Rodier, in his lifetime senator and manufacturer, of the same place, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **A**RTHUR HOWISON, of the city and district of Montréal, Defendant.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**ARIE JOSEPH AN-TOINE RODIER, No 3130. } esquire, physician, and **M**ARIE JOSEPH LOUIS LEONCE LEOPOLD RODIER, gentleman, both of the city and district of Montréal, in their capacity of testamentary executors and administrators of the property of the estate of the late Honorable Charles Séraphin Rodier, in his lifetime senator and manufacturer, of the same place, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **A**RTHUR HOWISON, of the city and district of Montréal, Defendant.

Deux terrains contigus et formant une seule et même exploitation—avec maison et dépendances dessus construites, situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal; bornés en front par la rue Saint-André, connus et désignés sous les numéros cinq cent quatre-vingt-quinze et cinq cent quatre-vingt-seize (595 et 596), de la subdivision officielle du lot numéro primitif sept (7), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant chacun d'eux vingt-cinq (25) pieds de front par soixante (60) pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 6 juillet 1909. 2989
[Première publication, 10 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH ALBERT DE-
No 2269. } CELLES et JOSEPH
E. DUROCHER, tous deux huissiers jurés de la cour supérieure, pour le district de Montréal, et résidents du même lieu, et y pratiquant ensemble et en société comme tels, sous le nom de Decelles et Durocher, Demandeurs; contre les terres et tenements de PHILIPPE H. ROY, avocat, de la paroisse de Saint-Jean Evangeliste, district d'Iberville, Défendeur.

1° Un lot de terre étant la partie sud-est du lot numéro huit cent vingt-quatre, sur une largeur de trente pieds de front sur la rue Saint-Denis, à partir de la rue Demontigny, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Jacques, cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle autrefois appelée ruelle Saint-Denis, et d'un côté par la rue Demontigny, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro huit cent vingt-quatre—avec bâtisses dessus construites, portant le numéro civique deux cent soixante et sept, de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal.

2° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, comme étant la subdivision numéro douze, du lot numéro huit cent trente-huit, du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 357, 359 et 361, de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal.

3° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, sous la subdivision numéro treize, du lot numéro huit cent trente-huit, du dit quartier—avec bâtisses dessus construites, et portant les numéros civiques 363 et 365, de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 16 juin 1909. 2728-2
[Première publication, 19 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Two contiguous lots and forming one and the same parcel of land—with house and dependencies thereon erected, situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal; bounded in front by Saint Andrew street, known and designated under the numbers five hundred and ninety five and five hundred and ninety six (595 and 596), of the official subdivision of lot primitive number seven (7), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, containing each twenty five (25) feet in front by sixty (60) feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montréal, 6th July, 1909. 2990
[First published, 10th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } JOSEPH ALBERT DECEL-
No. 2269. } LES and JOSEPH E.
DUROCHER, both sworn bailiffs of the superior court, for the district of Montreal, and residents of the same place, and there practising together and in partnership as such, under the name of Decelles & Durocher, Plaintiffs; against the lands and tenements of PHILIPPE H. ROY, advocate, of the parish of Saint Jean Evangeliste, district of Iberville, Defendant.

1. A lot of land being the south east part of lot number eight hundred and twenty four, for a width of thirty feet in front on Saint Denis street, from Demontigny street, on the official plan and book of reference for Saint James ward, city of Montreal; bounded in front by Saint Denis street, in the rear by a lane formerly called Saint Denis lane, and on one side by Demontigny street, and on the other side by the remainder of the said lot number eight hundred and twenty four—with buildings thereon erected, bearing the civic number two hundred and sixty seven, of Saint Denis street, in the city of Montreal.

2. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint James ward, in the city of Montreal, as being subdivision number twelve, of the lot number eight hundred and thirty eight, of the said cadastre—with buildings thereon erected, and bearing the civic numbers 357, 359 and 361, of Saint Denis street, in the city of Montreal.

3. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint James ward, in the city of Montreal, under subdivision number thirteen, of the lot number eight hundred and thirty eight, of the said ward—with buildings thereon erected, and bearing the civic numbers 363 and 365, of Saint Denis street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montréal, 16th June, 1909. 2724
[First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

Québec, à savoir : } **FIERI FACIAS.**
 No 1034. } **D**AME LUCE LANTAGNE ;
 SEAU, à savoir : } contre FRANÇOIS ROUS-

Le lot No 491 (quatre cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri de Lauzon, étant une terre située, concession la Grillade—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 24 juin 1909. 2979
 [Première publication, 10 juillet 1909.]

Québec, à savoir : } **FIERI FACIAS.**
 No 469. } **F**RANK B LAIS ; contre
 HONORE HUDON, à sa-
 voir :

Le lot No 11 (numéro onze), du cadastre officiel du sixième rang du canton de Montauban, étant un lot de terre situé dans la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf; borné au nord à Elie Hudon, au sud à Xavier Petit, à l'est à Ferdinand Lavoie, et à l'ouest par la rivière Batiscan—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 24 juin 1909. 2977
 [Première publication, 10 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Court de Circuit.—District de Richelieu.
 Sorel, à savoir : } **L**A CITE DE SOREL. Deman-
 No 1972. } dresse ; contre ALBERT
 MARCOTTE, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, en sa qualité de curateur de Demoiselle Caroline Marcotte, interdite, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Elizabeth, étant la partie sud du lot numéro huit cent trente-cinq (ptz sud No 835), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de quarante-neuf pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur, le tout plus ou moins, de mesure anglaise; tenant devant à la rue Elizabeth, en profondeur au lot No 834, du côté nord à partie du même lot No 835, appartenant à Alfred Joubert, et du côté sud à la rue Provost—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le QUATORZIEME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Sorel, 15 juin 1909. 2741.2
 [Première publication, 19 juin 1909.]

Québec, to wit : } **FIERI FACIAS.**
 No. 1034. } **D**AME LUCE LANTAGNE ;
 SEAU, to wit : } against FRANCOIS ROUS-

Lot No. 491 (four hundred and ninety one), of the official cadastre for the parish of Saint Henri de Lauzon, being a land situate in concession la Grillade—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri, county of Levis, the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Quebec, 24th June, 1909. 2980
 [First published, 10th July, 1909.]

Québec, to wit : } **FIERI FACIAS.**
 No. 469. } **F**RANK B LAIS ; against
 HONORE HUDON, to wit :

Lot No. 11 (number eleven), of the official cadastre of the sixth range of the township Montauban, being a lot of land situate in the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf; bounded on the north by Elie Hudon, on the south by Xavier Petit, on the east by Ferdinand Lavoie, and on the west by the Bastiscan river—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Quebec, 24th June, 1909. 2978
 [First published, 10th July, 1909.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Richelieu.
 Sorel to wit : } **T**HE CITY OF SOREL, Plain-
 No. 1972. } tiff; against ALBERT MAR-
 COTTE, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, in his quality of curator to Miss Caroline Marcotte, interdicted, Defendant.

A piece of land situate in the city of Sorel, on Elizabeth street, being the south part of lot number eight hundred and thirty five (south part No. 835), of the official cadastre of the town of Sorel, containing forty nine feet in front by sixty six feet in depth, the whole more or less, english measure; bounded in front by Elizabeth street, in depth by lot No. 834, on the north side by portion of the same lot No. 835, belonging to Alfred Joubert, and on the south side by Provost street—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, the FOURTEENTH day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Sorel, 15th June, 1909. 2742
 [First published 19th June, 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **REVEREND FRAN-**
No 104. } **ÇOIS LANGE-**
LIER, prêtre, de la cité et district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de curateur, dûment nommé de Prudent Gendron, bourgeois, du même lieu, Demandeur; contre **JOSEPH TURCOTTE**, cultivateur, de la paroisse de Laprésentation, dit district, Défendeur.

1° Un terrain situé en la paroisse de Laprésentation, rang des Petites Etangs, côté ouest, connu comme étant le lot numéro cinq cent quarante-deux (542), du cadastre officiel de la paroisse de Laprésentation—avec les bâtisses y érigées.

2° Un lopin de terre situé dans les Petites Etangs, côté nord, de deux arpents de large sur environ treize arpents de profondeur; tenant en front Jos. Beaulac, en profondeur Eug. Provençal, d'un côté Ls. Bélanger, et de l'autre côté G. Gagnon, connu comme étant une partie du numéro cinq cent quarante-neuf (549), du cadastre officiel de la paroisse de Laprésentation—avec bâtisse y érigée.

3° Un droit de passage en toutes saisons sur le terrain du dit Joseph Beaulac, le propriétaire de front du dit numéro 549, sur une profondeur d'environ quatre arpents et quart, tel que mentionné dans les registres au bureau de Saint-Hyacinthe, à cet effet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Laprésentation, **MARDI**, le **DIXIEME** jour d'**AOÛT** prochain, 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 6 juillet 1909. 3005
[Première publication, 10 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **HIPPOLYTE LA-**
No 84. } **LUMIERE,**
bourgeois, de Saint-Liboire, Demandeur; contre **HENRI PILON**, du même lieu, Défendeur.

Un terrain situé au village de la paroisse de Saint-Liboire, étant les lots numéros deux cent cinquante cinq (255) et deux cent soixante dix-neuf (279), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire—avec maison y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le **VINGTIEME** jour de **JUILLET** prochain, 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 15 juin 1909. 2739.2
[Première publication, 15 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit: } **REVEREND FRAN-**
No. 104. } **ÇOIS LANGE-**
LIER, of the city and district of Saint Hyacinth, in his quality of curator duly appointed to Prudent Gendron, of the same place, Plaintiff; against **JOSEPH TURCOTTE**, farmer, of the parish of Laprésentation, in the said district, Defendant.

1. A piece of ground situate in the parish of Laprésentation, Petites Etangs range, on the west side, known as being the lot number five hundred and forty two (542), on the official cadastre of the parish of Laprésentation—with buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the Petites Etangs range, on the north side, containing two arpents in width by about thirteen arpents in depth, bounded in front by Jos. Beaulac, in depth Eug. Provençal, on one side Ls. Belanger, and on the other side G. Gagnon, known as being a part of number five hundred and forty nine (549), on the official cadastre of the parish of Laprésentation—with building thereon erected.

3. The right of way in all time on the ground of Joseph Beaulac, proprietor in front of the said number 549, by a depth of about four arpents and a quarter, as mentioned in the deeds duly registered to that effect.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprésentation, **TUESDAY**, the **TENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 6th July, 1909. 3006
[First published, 10th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, to wit: } **HIPPOLYTE LA-**
No. 84. } **LUMIERE,**
of Saint-Liboire, Plaintiff; against **HENRY PILON**, of the same place, Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Saint-Liboire, being lots numbers two hundred and fifty five (255) and two hundred and seventy nine (279), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Liboire—with building thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Liboire, the **TWENTIETH** day of **JULY** next, 1909, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 15th June, 1909. 2740
[First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Terrebonne.
District de Terrebonne, } HORACE HONORÉ
Sainte-Scholastique. } ETHIER ET AL,
No 329. } Demandeurs; vs JOSEPH
JOLEIN ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant audit Joseph Jolein, l'immeuble suivant :

Un emplacement contenant cinquante-quatre pieds de front sur la rue Virginie, par cent douze pieds de profondeur sur la rue Saint-Georges, et formant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (No 99), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne; et borné au nord et à l'est par le chemin du Roi, à l'ouest et au sud par madame Fortunaise Jolein—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 8 juin 1909. 2729-2
[Première publication, 19 juin 1909].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } LEVIS DE MONTI-
No 450. } GNY, Demandeur ;
vs WILFRID MORAND, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le rang Saint-Mathieu Sud étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix (890), du plan et livre du renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, le VINGT ET UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 juin 1909. 2731-2
[Première publication, 19 juin 1909].

Avis du Gouvernement

No. 2223.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-huitième jour d'août prochain, 1909, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au dixième jour d'août prochain, à M. J.-N. Miller, secrétaire conjoint du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les docu-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Terrebonne
District of Terrebonne, } HORACE HONORÉ
Sainte Scholastique. } ETHIER ET AL,
No. 329. } Plaintiffs; vs JOSEPH
JOLEIN ET AL. Defendants.

Seized as belonging to the said Joseph Jolein, the following immovable :

A lot containing fifty four feet in front on Virginie street, by one hundred and twelve and a half feet in depth on Saint George street, and forming part of lot number ninety nine (99), on the official plan and book of reference of the town of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, and bounded on the north and on the east by the King's highway, on the west and on the south by Madame Fortunaise Jolein — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the town of Saint Jerome, the TWENTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 8th June, 1909. 2730
[First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } LEVIS DE MONTIGNY,
No. 450. } Plaintiff ; vs WIL-
FRID MORAND, Defendant.

A land situate in the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, in the South Saint Mathieu range, being the lot number eight hundred and ninety (890), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Notre-Dame du Mont-Carmel—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 16th June, 1909. 2732
[First published, 19th June, 1909.]

Government Notices

No- 2223.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Quebec, on Wednesday, the eighteenth day of August next, 1909, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the tenth day of August next, send a request for that purpose to Mr. J. N. Miler, joint secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all

ments, exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire conjoint.
Québec, 10 juillet 1909. 3029

Québec, 8 juillet 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Faustin, comté de Terrebonne, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
3027

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 159.

In re Ernest Bouthillier, Failli ;
et

François X. Bilodeau, Curateur.

Un second et final bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, les collocations seront payables à mon bureau à partir du 26 juillet courant, 1909.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

15, rue Saint Jacques,
Montréal, 8 juillet 1909. 3021

District de Kamouraska.

Napoléon Michaud, de Saint-Hubert, marchand, a, le 6 juillet 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 juillet 1909. 3035

District de Québec.

J. E. Z. Plamondon & Cie, de Québec, marchands, ont, le 6 juillet 1909, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 juillet 1909. 3037

District de Québec.

Gaudias Bourget, de Lévis, marchand, a, le 2 juillet 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 juillet 1909. 3033

documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,
Joint secretary.
Quebec, 10th July, 1909. 3030

Quebec, 8th July, 1909.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of Saint Faustin, county of Terrebonne, to obtain the authorization to publish in the french language only, any notice, by laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

* Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
3028

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 159.

In re Ernest Bouthillier, Insolvent ;
and

François X. Bilodeau, Curator.

A second and final collocation sheet has been prepared in this matter, the collocations will be payable at my office from the 26th July instant, 1909.

Any contestation to such dividend must be fyled with me before the above named date.

F. X. BILODEAU,
Curator.

15, Saint James street.
Montreal, 8th July, 1909. 3022

District of Kamouraska.

Napoléon Michaud, of Saint Hubert, merchant, has, on the 6th of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 8th July, 1909. 3036

District of Québec.

J. E. Z. Plamondon & Cie., of Québec, merchants, have, on the 6th of July, 1909, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 8th July, 1909. 3038

District of Québec.

Gaudias Bourget, of Lévis, merchant, has, on the 2nd day of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 8th July, 1909. 3034

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 28.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dines Bédard vs Tétrault, 1318 ; Benard vs Larouche, 1319 ; Ca'dour vs Aboussafy, 1318 ; Choquette vs Archambault, 1317 ; Flanders vs Alger, 1319 ; Krakover vs Besner, 1317 ; Lapointe vs Lavoie, 1319 ; MacQueen vs O'Farrell, 1318 ; McGowan vs Prémont, 1319 ; Mercier vs Gardner, 1318 ; Parthenais vs Laviolette, 1319 ; Rabinovitch vs Dorobaner, 1318 ; Vaillancourt vs Aumais, 1320.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant av.s., etc., 1309.

ASSEMBLÉE :—Examineurs des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, 1330.

ASSURANCE :—Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Granby, 1312.

AVIS :—Examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, 1313 ; La Compagnie de construction Lafontaine, 1317 ; La Compagnie d'aqueduc du village l'Épiphanie, 1312.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1315 ; Conseil législatif, 1313.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, 1317.

ERRATUM :—Saint Lawrence Knitting Coy, 1310.

FAILLIS :—Bérubé, 1321 ; Bourget, 1331 ; Bouthillier, 1331 ; Caron, 1320 ; Dion, 1321 ; Harnois, 1320 ; Michaud, 1331 ; Miner, 1321 ; Plamondon, 1331 ; Raymond, 1321 ; Ricard, 1321 ; Rivest, 1320 ; Robert, 1321 ; Théberge, 1320.

LETRES PATENTES :—J. Lachance, 1312.

LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Le Club Athlétique Canadien, 1311.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité de la paroisse de Sainte-Hélène de Breakeyville, comté de Lévis, 1310 ; Municipalité Saint-Faustin, comté de Terrebonne, 1331.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Péribonka, Lac Saint-Jean, 1311 ; Village d'Ayer's Cliff, Stanstead, 1311.

NOMINATIONS :—Cour de commissaire :—Saint-Mathias de Cabano, comté de Témiscouata, 1309. Magistrat :—Districts d'Iberville et Beauharnois, 1309.

ORDRE DE COUR :—Michaud vs Desrosiers, 1322.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1309

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCE :—Poirier vs Rousseau, 1322 ; Roy vs Gilbert, 1322.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dines Bédard vs Tétrault, 1318 ; Benard vs Larouche, 1319 ; Candour vs Aboussafy, 1318 ; Choquette vs Archambault, 1317 ; Flanders vs Alger, 1319 ; Krokover vs Besner, 1317 ; Lapointe vs Lavoie, 1319 ; MacQueen vs O'Farrell, 1318 ; McGowan vs Prémont, 1419 ; Mercier vs Gardner, 1318 ; Parthenais vs Laviolette, 1319 ; Rabinovitch vs Dorobaner, 1318 ; Vaillancourt vs Aumais, 1320.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c 1309.

MEETING :—Examiners of candidates for the office of school inspector, 1330.

INSURANCES :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Granby, 1312.

NOTICE :—Examiners of cullers of the province of Quebec, 1313 ; La Compagnie de construction Lafontaine, 1317 ; La Compagnie d'aqueduc du village l'Épiphanie, 1312.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1315 ; Legislative Council, 1313.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, 1313.

ERRATUM :—Saint Lawrence Knitting Coy, 1310.

INSOLVENTS :—Bérubé, 1321 ; Bourget, 1331 ; Bouthillier, 1331 ; Caron, 1320 ; Dion, 1321 ; Harnois, 1320 ; Michaud, 1331 ; Miner, 1321 ; Plamondon, 1331 ; Raymond, 1321 ; Ricard, 1321 ; Rivest, 1320 ; Robert, 1321 ; Théberge, 1320.

LETTERS PATENT :—J. Lachance, 1312.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Le Club Athlétique Canadien, 1311.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality of the parish of Sainte Helene de Breakeyville, county of Lévis, 1310 ; Municipality Saint Faustin, county of Terrebonne, 1331.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Péribonka, Lake Saint John, 1311 ; Village of Ayer's Cliff, Stanstead, 1311.

APPOINTMENTS :—Commissioners Court :—Saint Mathias de Cabano, county of Témiscouata, 1309. Magistrate :—Districts of Iberville and Beauharnois, 1309.

ORDER OF COURT :—Michaud vs Desrosiers, 1322.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1309.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Poirier vs Rousseau, 1322 ; Roy vs Gilbert, 1322.

BEDFORD : —Renaud vs Booth, 1323.

CHICOUTIMI : —Desmarais & Grégoire vs Brassard, 1323; Fortier vs Potvin, 1324; Tremblay, failli, 1324.

IBERVILLE : —Roy vs Rainville, 1325.

JOLIETTE : —Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe vs Dme Martel, 1325

KAMOURASKA : —Deschênes vs Lemieux, 1326.

MONTRÉAL : —Decelles & Durocher vs Roy, 1327; Rodier esq et al vs Harrisson, 1326.

QUÉBEC : —Blais vs Hudon, 1328; Lamontagne (Dme) vs Rousseau, 1328

RICHELIEU : —La cité de Sorel vs Marcotte, 1328.

SAINT-HYACINTHE : —Lalumières vs Pilon, 1329; Rév Langolier esq vs Turcotte, 1329.

FERRERONNE : —Echier et al vs Jolein et al, 1330.

TROIS-RIVIÈRES : —Demontigny vs Morand, 1330

BEDFORD : —Renaud vs Booth, 1323.

CHICOUTIMI : —Demarais & Grégoire vs Brassard, 1323; Fortier vs Potvin, 1324; Tremblay, insolvent, 1324.

IBERVILLE : —Roy vs Rainville, 1325.

JOLIETTE : —Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe vs Dme Martel, 1325.

KAMOURASKA : —Deschênes vs Lemieux, 1326.

MONTRÉAL : —Decelles & Durocher vs Roy, 1327; Rodier esq et al vs Harrisson, 1326.

QUÉBEC : —Blais vs Hudon, 1328; Lamontagne (Dme) vs Rousseau, 1328.

RICHELIEU : —La cité de Sorel vs Marcotte, 1328.

SAINT-HYACINTHE : —Lalumières vs Pilon, 1329; Rév. Langolier esq vs Turcotte, 1329

FERRERONNE : —Echier et al vs Jolein et al, 1330.

TROIS-RIVIÈRES : —Demontigny vs Morand, 1330.

